



Projet: Gouvernance, politiques de gestion des ressources marines et réduction de la pauvreté dans l'Ecorégion WAMER (Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau, Guinée, Sierra Léone et Cap-Vert.

RAPPORT DE MISSION

DE MM. ALIOUNE BADARA KAËRE, Taïb DIOUF et Soukeyna GUEYE

CAP VERT

18 AU 22 JUIN 2012

Juin 2012

1. PREAMBULE

La mission d'installation du projet de Gouvernance, politiques de gestion des ressources marines et réduction de la pauvreté dans l'Ecorégion WAMER s'est déroulée au Cap Vert du 18 au 22 juin 2012 à Praia. La mission composée de M. Alioune Badara KAERE, Chargé de Programme Changements Climatiques au PNUD, M. Taib DIOUF, Coordinateur Régional du Projet et Mme Soukeyna GUEYE chargée de programme au niveau de l'équipe régionale remercie les autorités capverdiennes (le Ministère des Infrastructures et de l'économie Maritime et le Ministère de l'Environnement et de l'aménagement du Territoire) des dispositions qui ont été prises pour un bon déroulement de la mission. Mme Yolanda BRITES a appuyé la mission et l'a accompagné pour toutes les rencontres au niveau du Pays.

La mission tient à remercier l'ensemble des personnes rencontrées qui ont marqué un réel intérêt pour le projet et un engagement pour la mise en œuvre de ce projet qui est opportun et important à l'état actuel des ressources ciblées.

2. INTRODUCTION

La mission qui s'est tenue du 18 au 22 juin 2012 a rencontré les autorités concernées par le projet et les parties prenantes au niveau du Cap Vert. L'objectif de la mission est de leur présenter le projet, de confirmer l'engagement du Cap Vert pour la mise en œuvre du Projet et de discuter avec les autorités des modalités de mise en œuvre de la phase de démarrage à travers :

- La désignation des membres du comité de pilotage (un représentant du Ministère de l'environnement et un représentant du Ministère chargé de la pêche) ;
- Le choix des membres et la mise en place de l'équipe nationale de mise en œuvre ;
- Les modalités de sélection du consultant national ;
- Les modalités d'élaboration du plan d'action national permettant de réduire les impacts négatifs des modes de gouvernance et des politiques de gestion des ressources ;

3. DEROULEMENT DE LA MISSION

La mission s'est déroulée autour de rencontres sectorielles suivies d'une réunion plénière regroupant l'essentiel des acteurs et parties prenantes.

Les réunions sectorielles se sont déroulées selon un format qui favorise la prise en charge de la spécificité de la structure concernée. Elles sont structurées autour d'une (1) présentation de la mission et du projet, notamment en rapport avec les aspects institutionnels par le représentant du PNUD, (2) une description détaillée du projet par le

coordinateur régional du projet, (3) des discussions autour du projet et des préoccupations des autorités ou structures concernées. (4) une synthèse sur les points discutés et un rappel des prochaines étapes est faite à la fin de la rencontre.

Pour la session plénière, une présentation détaillée sur Power Point a été faite pour donner des informations exhaustives sur le projet et susciter des discussions et des commentaires tant sur le contenu du projet que sur la démarche de mise en œuvre. Les conclusions de cette rencontre devraient permettre de s'approprier le projet et de tirer des enseignements utiles à la mise en œuvre au niveau national par l'Equipe pays.

3.1. RENCONTRES AVEC LES AUTORITES NATIONALES

La synthèse et les conclusions des différentes rencontres sont présentées ci-dessous :

.3.1.1. Secrétariat d'Etat au ressources Marines

Le secrétaire d'Etat aux ressources Marines (Ministère des infrastructures et de l'économie maritime) a remercié les partenaires financiers et techniques pour l'appui fourni au secteur de la pêche, qui constitue selon lui l'un des piliers pour un développement durable du pays. Les axes ciblés par le secteur de la pêche au Cap Vert sont :

- L'augmentation de la croissance et la création de richesses dans la pêche ;
- L'amélioration des produits halieutiques ;
- La promotion de l'aquaculture ;

A la suite de la présentation du projet, le secrétaire d'Etat a soutenu que les objectifs poursuivis par l'initiative sont en ligne avec les orientations du gouvernement en termes de réduction de la pauvreté et de contribution du secteur de la pêche au PIB national. Il a marqué son intérêt sur la durabilité des impacts du projet, l'identification d'indicateurs pratiques dans le plan d'action national qui sera élaboré, la mise en cohérence des actions avec le plan de développement de la pêche en cours de révision, l'implication de l'Institut National de Développement de la Pêche (INDP). Il a enfin réitéré l'engagement du gouvernement et de son équipe à appuyer le projet.

La mission a rappelé l'urgence de la désignation par le Cap vert des membres du comité de pilotage ainsi que l'identification des institutions membres de l'équipe nationale de mise en œuvre.

3.1.2. Direction Générale des Pêches (DGP)

A la suite de la présentation des axes d'intervention du projet, les discussions ont porté sur les mécanismes de gouvernance au niveau sous-régional et national, en particulier la composition et la mise en place de l'équipe nationale de mise en œuvre, la structure nationale coordonnatrice qui devra signer le protocole avec le WWF, et les modalités d'élaboration du plan d'action national.

Selon la DGP, l'équipe nationale sera composée d'experts de la pêche, de l'environnement, de l'INDP et de la société civile. La mission a rappelé que l'équipe nationale devra recenser l'ensemble des partenaires potentiels pour le projet. Elle sera appuyée par un consultant national recruté par WWF.

La DGP a été également identifiée par le Secrétariat aux Ressources Marines, comme l'institution coordonnatrice de l'équipe nationale de mise en œuvre (ENMO). Elle signera au nom de l'ENMO un protocole d'accord avec WWF. Les termes de ce mécanisme de gouvernance au niveau national feront l'objet de discussions plus approfondies entre parties prenantes au niveau national, et formalisés à travers une correspondance adressée à WWF. Le transfert des ressources pour la mise en œuvre du plan d'actions national se fera à la DGP qui ouvrira un compte bancaire au trésor. Les mécanismes de gestion des projets sont standardisés et seront reflétés dans le programme d'investissement public.

La mission a également discuté au sein de cette direction avec le responsable du projet sur les pêches artisanales centré sur la professionnalisation du secteur de la pêche artisanale, la surveillance des pêches, la commercialisation, la cartographie des zones de pêches, la modernisation des embarcations. Elle a particulièrement salué cette initiative qui contribue à améliorer la gouvernance des pêcheries côtières en même temps qu'il contribue à l'atteinte de la sécurité alimentaire et des revenus des pêcheurs.

3.1.3. Direction du Plan

Cette rencontre s'est tenue avec le Directeur du Service de Mobilisation des Ressources. Elle a permis de revisiter les initiatives existantes dans le secteur pour une mise en cohérence de la programmation du projet avec celles-ci.

A cet effet, l'Espagne a été identifiée comme un des partenaires techniques et financiers stratégique du Cap Vert dans le domaine de la pêche. Le projet PRAO/BM est également représenté au niveau national. Le Programme National de Lutte contre la Pauvreté en milieu rural du FIDA qui démarre en janvier 2013 comporte une composante « pêche » assez importante. Par ailleurs, le document stratégique de croissance et de réduction de la pauvreté 2012-2016 est en cours de finalisation et sera présenté en mi-juillet.

3.1.4 Le Ministère de l'environnement

Cette rencontre s'est tenue avec la Directrice de cabinet du Ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire. Elle a salué la contribution attendue du projet aux efforts nationaux en matière d'environnement, et a donné son engagement à appuyer les activités notamment dans la mise en place des organes de gestion. En l'absence du Ministre en déplacement au sommet de Rio, elle s'est engagée à partager l'information avec ce dernier dès son retour.

3.2. RENCONTRE AVEC LES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

3.2.1. Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Cette rencontre s'est tenue avec Mme Narjess Saidane, adjointe au représentant Résident du PNUD. A la suite de la présentation du projet, Mme Saidane a indiqué que les problèmes du secteur de la pêche sont liés, entre autres, à l'application des accords de pêche et à la durabilité des ressources.

Pour les aspects liés au genre, il y a des avancées importantes, mais des défis doivent être relevés en raison du nombre élevé de femmes chefs de ménages et vulnérables au chômage et à l'économie informelle. A cet effet, la mise à contribution de l'Institut Capverdien pour l'Egalité des Genres pourrait être une valeur ajoutée à la prise en compte de la dimension genre dans le projet.

Pour ce qui concerne la gestion des finances, le système fonctionne correctement depuis la mise en place du CIGOF mais l'attention doit être portée sur la fourniture des justificatifs.

Le rôle du PNUD Cap vert dans la mise en œuvre du projet au niveau national a été également abordé. L'appui-conseil du PNUD pays est attendu dans la facilitation du travail du consultant national et international, dans l'élaboration et la validation du plan d'action national ainsi que la collaboration avec les partenaires techniques et financiers en particulier l'UE Cap Vert.

3.2.2. GEF Small Grant Programme

La rencontre avec le Coordonnateur National du programme Small Grants du GEF a permis d'identifier les zones de localisation des AMP au Cap vert pour lesquels le programme SGP intervient. Il a par ailleurs suggéré de collaborer avec l'association nationale des pêcheurs.

3.2.3. La FAO

Présentation du projet et remise de documents sur le projet d'immersion de dispositifs de concentration de poissons au Cap Vert. Le projet de gouvernance trouvera des synergies avec le projet de récifs artificiels.

3.2.4. ONU Femme

Des appuis ont été fournis à l'Institut Capverdien pour l'Egalité des Genres (ICIEG), qui doit s'assurer qu'au niveau du Gouvernement le genre est pris en compte. Il y a également eu beaucoup d'avancées dans le suivi des indicateurs de genre. Quelles mesures pour faire participer les femmes : institutionnalisation du genre, créer une plus value dans la filière pour projet travaille

Au niveau du projet, l'ONU femme suggère une approche genre tournée sur la parité plutôt que sur les femmes.

Dans le domaine du crédit, l'ONU Femme travaille actuellement avec deux ONG locales : MORABI et OMCV et avec l'ICIEG. Dans ce domaine il faut appuyer les structures de micro-finance afin qu'elles intègrent les aspects liés à l'épargne et à la contractualisation de polices d'assurance pour les crédits obtenus. Des activités d'accompagnement devront être prévues afin de conduire les femmes vers l'entrepreneuriat et la formalisation de leurs structures.

4. SESSION PLENIERE DE PRESENTATION DU PROJET

La réunion de présentation du projet a regroupé une trentaine de personnes (voir liste de présence et compte rendu de cette réunion). Suite à l'introduction du projet par le représentant du PNUD, une présentation du projet a été faite par le coordinateur régional du projet (voir résumé du projet et présentation).

Les discussions ont porté sur les points suivants :

- Nécessité d'une coordination avec la Direction de l'Environnement pour ce qui est de la gestion des AMP ;
- Synergie avec le document de stratégie de réduction de la pauvreté et avec le projet national de lutte contre la pauvreté
- Eviter une duplication des structures
- définir les indicateurs de manière fine et approfondie et intégrer un indicateur en rapport avec la contribution réelle de la pêche au PIB et le niveau de consommation de poisson par habitant ;
- durée du projet (3ans et demi) trop courte pour dérouler toutes les activités prévues ;
- signer la convention avec l'équipe nationale du Cap Vert avec les deux Ministères pour un ancrage institutionnel dans l'administration ;
- recenser tout les partenaires du Projet ;
- impliquer la société civile dans l'exécution du projet ;
- durabilité des actions.

Dans les réponses, la mission a insisté sur la responsabilité de l'équipe pays dans la définition des activités à inclure dans le plan d'action, le recensement des partenaires qui doivent être impliqués et l'implication de toutes les parties prenantes.

5. PRINCIPALES CONCLUSIONS DE LA MISSION

Les personnes rencontrées ont rappelé qu'au niveau du pays les différents secteurs ont défini des politiques de développement et dans certains secteurs les documents de définitions des stratégies sont en cours d'élaboration ou de révision.

Les parties ont également rappelé l'importance de la pêche dans le développement socio-économique du pays. Pour ce qui est des procédures de transfert et de gestion des fonds, l'équipe nationale de mise en œuvre qui sera coordonnée par la Direction Générale des Pêches va ouvrir un compte au niveau de la Banque Centrale du Cap Vert. Le budget qui sera alloué par le projet dans le cadre de l'exécution du plan d'action national sera inscrit au niveau du Programme d'Investissement Public.

Les points suivants ont également discutés:

- Les possibilités d'appuyer la formulation du plan d'action de la pêche du Cap vert ;
- Les rôles et responsabilités des acteurs et parties prenantes au projet devront être définies, ainsi que leur relations et rapports de travail ;
- Pour ce qui est de la désignation des membres du Comité de pilotage régional, il est attendu le retour du Ministre chargé de l'environnement pour finaliser la désignation des personnes et l'envoyer à l'équipe régionale
- La durée du mandat du consultant national : est-ce pour la phase de démarrage seulement ou devra-t-il intervenir dans la phase de mise en œuvre
- Modalités d'implication de la société civile

Prochaines étapes :

Les prochaines étapes prévues dans le cadre du projet et discutés avec les autorités du Cap Vert sont les suivantes :

N° Ordre	Activités	Responsable	Date / Période limite
1	Désignation des membres du comité de pilotage par les ministères chargés des pêches et de l'environnement et envois d'un courrier à l'Unité Régionale Gestion du Projet	Ministère Environnement et Pêche	Semaine du 25 juin 2012
2	Mise en place de l'équipe nationale de mise en œuvre	Cap Vert / Iolanda	Semaine du 25 juin 2012
3	Envoyer 3 CV de consultants à l'unité régionale de gestion du projet	Cap Vert / Iolanda	Semaine du 25 juin 2012
4	Sélection du consultant par l'unité de gestion du projet	Equipe régionale du projet	Semaine du 2 juillet 2012
5	Envoi de la note méthodologique	Equipe régionale du projet	30 juin 2012

6	Elaboration draft de la Convention entre structure de coordination de l'équipe Nationale et WWF	Equipe régionale du projet et ENMO	Semaine du 25 juin 2012
7	Signature de la convention entre Equipe Nationale et WWF	Equipe régionale du projet	Semaine du 2 juillet 2012
8	Elaboration et validation du plan national d'action	Equipe Nationale et consultant national	15 aout 2012
9	Réunion du comité de pilotage	Equipe régionale du projet	Mi - Septembre 2012

ANNEXE

Annexe 1 : programme de la mission

Projet: Gouvernance, politiques de gestion des ressources marines et réduction de la pauvreté dans l'Ecorégion WAMER (Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau, Guinée, Sierra Léone et Cap-Vert.

CAP VERT

18 – 22 JUIN 2012

AGENDA DE LA MISSION

Date	Heure	Activité
18 juin	9 H30	Arrivée à PRAIA
	10 H	Installation à l'Hôtel
	11 H	Rencontres avec Iolanda BRITES et Mme Edelmira CARVALHO pour l'établissement du programme de la mission et prise de rendez vous
19 juin	09h00	Réunion avec M. Adalberto VIERA, Secrétaire d'Etat aux ressources marines
	10h45	Réunion avec M. Juvino VIERA, Directeur Général des Pêche
	15h00	Réunion avec Mme Marcelina Tavarez, Expert au niveau de la Direction Générale des Pêche
	15h30	Rencontre avec M. Nilton FRENANDEZ, Responsable du Projet de Pêche Artisanale
20 juin	09h00	Réunion avec Mme Narjess SAIDANE, Adjointe au Représentant résident du PNUD
	10h30	Rencontre avec Ricardo MONTEIRO, Coordinateur National des Small Grant du GEF
	11 H 30	Rencontre avec Mme Cristina ALDERIGHI, Chargée de programme à la FAO
	13 h 30	Déjeuner
	14h30	Rencontre avec M. Carlos FURTADO, Directeur du Service de Mobilisation des ressources, Direction du Plan, Ministère des Finances
	16 H	Réunion avec Clara Barros, Gender Advisor au PNUD Cap Vert
21 juin	9h30	Préparation de la présentation du projet et accueil des participants
	10h00	Réunion de présentation du projet avec une trentaine d'autorités et de structures parties prenantes
	14h00	Pause Déjeuner
	16h00	Réunion avec la Directrice de Cabinet du Ministre chargé de l'environnement, Mme Tatiana NEVES
22 juin	9h30	Débriefing avec les autorités du secrétariat d'Etat aux Ressources marines et de la Direction de l'environnement
	10 H 30	Réunion équipe de la mission
	18H00	Départ pour Dakar

Annexe 2:

Liste des personnes rencontrées

Nom	Institution	Contact
Iolanda Brites	GSERN / Secrétariat d'Etat des ressources marines	992 51 36 Iolanda.brites@dgpescas.gov.cv
Maria Edelmira Carvalho	Secrétariat d'Etat des ressources marines	260 83 12 Edelmira.carvalho@mien.gov.cv
Adalberto VIERA	Secrétariat d'Etat des ressources marines	260 48 32 Adalberto.viera@govcv.gov.cv
Jivino VIERA	Direction Générale des Pêches	261 37 61 / 261 37 58 Juvino.viera@dgpescas.gov.cv
Tatiana NEVES	Ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire	260 99 93 / 919 75 05 Tatiana.neves@maot.gov.cv
Marcelina TAVAREZ	DG PESCAS	261 37 58 Marcelina.tavarez@dgpescas.cv
Narjess SAIDANE		
Katia	Unité environnement et genre	959 14 14 13
Ricardo MONTEIRO	Coordinateur national du programme des small Grant du GEF	260 96 88 ricardom@unops.org
Cristina ALDERIGHI	FAO	260 50 55 Cristina.alderighi@fao.org

Réunion de présentation du projet Jeudi 21 juin

Liste des participants

	Nom	Institution	Contact
1	José Marion TAVARES	Garde côte	263 10 43 / 981 75 45 Ernes.tvres@yahoo.com
2	Hermane Pino RIBEIRO	Garde côte	261 27 12 / 985 80 80 Hermane54@hotmail.com
3	Giulson C F RIBEIRO	Garde côte	261 27 12 / 912 09 04 Gilsonribeiro2@hotmail.com
4	Maria Edelmira Carvalho	Secrétariat d'Etat des ressources marines	260 83 12 Edelmira.carvalho@mien.gov.cv
5	Arthur J. S. AFONSECA	PN /Police Maritime	261 90 07 / 997 88 89 Artur.afonseca@pn.gov.cv
6	Nuno RIBEIRO	DG Ambiente	Nuno.ribeiro@mahotgov.cv

7	José Maria CARVALHO	DGP/ Cais Pesca – Praia	263 37 59 Zemascar_11@yahoo.com.br
8	Manuel FREDERICO	DGP/ PRAO – CV	921 21 23
9	Edcar BARBOZA	DGP/GSERM	983 30 89 Edcar.barboza@govcv.gov.cv
10	Cornélia Mendes PREIRA	GSERM	996 93 70
11	Domingos Varera COMEIRA	DGOPG/MIEM	260 83 44 Domingos.commeira@miem.gov.cv
12	Nathalia Amante DA ROSA	DG Pescas	261 37 58 Natalia.rosa@dgpescas.gov.cv
13	Inna LOPES	DGP	inalopescv@hotmail.com
14	Ivone LOPES	DGPESCAS	261 37 67 /26137 58 Maria.i.lopes@dgpescas.gov.cv
15	Hiliana SILVA	DGPESCAS	Hiliana.silva@dgpescas.gov.cv
16	Patricia Miranda ALFAMA	DG Pescas	Patricia.alfama@dgpescas.gov.cv
17	Maria Helena S. SANTOS	DGPESCAS	Nenezinha200.cv@yahoo.com
18	Diva	MDR	Diva.lakhraginal@mdr.gov.cv
19	Nilthong FERNANDES	DGP PODPA	niltongfernandes@gmail.com
20	Ana VEIGA	DG Ambiente	Veiga.anav@gmail.com
21	Januario NASCIMENTO	ADAD	261 26 50 / 991 85 55 januariona@gmail.com
22	Jose Jorge Costa PINA	IMP	260 29 80 Jose.pina@imp.cv
23	Fernand OTENDE	DGA/PCSAPCV	261 84 50
24	Helder Fonseca LOPEZ	MORABI	262 17 75 : 991 71 04 Hloipez24@gmail.com
25	Hortensia Rocha SILVA	DGP	998 96 51
26	Alioune B. KAERE	PNUD	(221) 33 859 67 31 : 77 502 73 81
27	Soukeyna GUEYE	WWF	(221) 77 637 0416
28	Taib DIOUF	WWF	(221) 33 869 37 00 / 77 644 68 84
29	Teresa Paula BARROS	DG PESCAS	Teresa.barros@dgpescas.gov.cv
30	Marcelina TAVAREZ	DG PESCAS	261 37 58 Marcelina.tavarez@dgpescas.gov.cv
31	Carin GERARD	ADAD / ROPA	Carin-gerard@hotmail.com
32	Iolanda Brites	GSERN / Secrétariat d'Etat des ressources marines	992 51 36 Iolanda.brites@dgpescas.gov.cv